

James Patrick Cannon :

Etendre les acquis d'Octobre ! Dehors la bureaucratie stalinienne ! Nous sommes le parti de la Révolution russe !

15 octobre 1939

Discours à la section new-yorkaise du Socialist Workers Party.

La question russe est à nouveau à l'ordre du jour, comme elle l'a été à chaque tournant critique du mouvement ouvrier international, depuis le 7 novembre 1917. Et il n'y a rien d'étrange à cela. La question russe n'est pas un exercice littéraire que l'on considère ou que l'on rejette selon l'humeur du moment. La question russe a été et reste la question de la révolution. Les bolchéviks russes, le 7 novembre 1917, ont une fois pour toutes sorti la question de la révolution ouvrière du domaine de l'abstraction et lui ont conféré une réalité de chair et de sang.

On a dit une fois d'un livre – je crois que c'était "Leaves of Grass" de Whitman – "celui qui touche ce livre touche un homme". Dans ce sens, on peut dire aussi que "qui touche la question russe touche une révolution". Alors prenons-la au sérieux. Ne jouons pas avec. La Révolution russe a mis le socialisme à l'ordre du jour dans le monde entier. Elle a ressuscité, remodelé et développé le mouvement ouvrier révolutionnaire mondial après le chaos sanglant de la guerre. La Révolution russe a montré dans la pratique, par l'exemple, comment on doit faire la révolution ouvrière. Elle a révélé à la lumière de la vie réelle le rôle du parti. Elle a montré à la lumière de la vie réelle quel genre de parti doivent avoir les ouvriers. Par sa victoire et sa réorganisation du système social, la Révolution russe a prouvé pour tous les temps la supériorité de la propriété nationalisée et de l'économie planifiée par rapport à la propriété privée capitaliste, la concurrence non planifiée et l'anarchie dans la production.

Une position de séparation tranchante

La question de la Révolution russe – et de l'Etat soviétique qu'elle a créé – a tracé une nette ligne de démarcation dans le mouvement ouvrier de tous les pays depuis 22 ans. L'attitude par rapport à l'Union soviétique durant toutes ces années a été le critère décisif pour séparer la véritable tendance révolutionnaire de tous les degrés et nuances d'hésitants, de sceptiques et de capitulards devant les pressions du monde bourgeois : menchéviks, sociaux-démocrates, anarchistes, syndicalistes, centristes et staliniens.

La principale source de division dans nos propres rangs ces dix dernières années, depuis que la tendance pour la Quatrième Internationale a pris une forme organisée sur le terrain international, a été la question russe. Notre tendance, qui est une tendance marxiste véritable, c'est-à-dire orthodoxe, de A à Z, est toujours partie, quand il s'est agi de la question russe, des prémisses théoriques pour en arriver à des conclusions politiques pour l'action. Evidemment, ce n'est que lorsqu'on tire les conclusions politiques jusqu'au bout que les divergences sur la question russe atteignent une acuité intolérable et ne permettent plus aucune ambiguïté et aucun compromis. Les conclusions auxquelles on arrive sur la question russe mènent directement à des positions sur des questions telles que la guerre et la révolution, la défense et le défaitisme. Des questions comme celles-ci, par leur nature même, ne tolèrent aucune ambiguïté, aucun compromis, car c'est une question de choisir son camp. Il faut être d'un côté ou de l'autre dans une guerre et une révolution.

L'importance de la théorie

Mais si les lignes de démarcation ne sont tracées que lorsque les conclusions politiques divergent, cela ne signifie pas du tout que nous soyons indifférents aux prémisses théoriques. Celui qui adopte une attitude insouciant ou tolérante envers les prémisses théoriques est un bien triste marxiste, ou plutôt, pas un marxiste du tout. Les conclusions politiques des marxistes découlent d'analyses théoriques et sont constamment vérifiées et réajustées par elles. C'est la seule façon d'assurer une politique ferme et conséquente.

Bien sûr, nous ne refusons pas de coopérer avec des gens qui sont d'accord avec nos conclusions politiques en partant de prémisses différentes. Par exemple, les bolchéviks ne se laissèrent pas arrêter par le fait que les SR de gauche étaient inconséquents. Comme Trotsky l'a remarqué à ce propos : "Si nous attendons jusqu'à ce que tout soit juste dans les têtes de tout le monde, il n'y aura jamais aucune révolution victorieuse dans ce monde" (ou la même chose en d'autres termes). De même, pour notre part, nous voulons que tout soit juste dans nos propres têtes. Nous n'avons absolument aucune raison de bredouiller sur des formules théoriques qui sont exprimées en "terminologie". Comme le dit Trotsky, dans les questions théoriques, "nous devons garder notre maison propre".

Notre position sur la question russe est programmatique. En bref : l'analyse théorique – un Etat ouvrier dégénéré ; la conclusion politique – défense inconditionnelle contre les attaques extérieures des impérialistes ou les tentatives intérieures de restauration du capitalisme.

Défensisme et défaitisme

Le défensisme et le défaitisme sont deux positions de principe, c'est-à-dire inconciliables. Elles ne sont pas déterminées par un choix arbitraire, mais par des intérêts de classe.

Aucun parti du monde n'a jamais réussi à abriter ces deux tendances antagonistes pendant longtemps. La contradiction est trop grande. La division dans le monde entier s'est effectuée en fin de compte sur cette ligne. Les défenseurs chez eux étaient défaitistes envers la Russie. Les défenseurs envers la Russie étaient défaitistes chez eux.

La dégénérescence de l'Etat soviétique sous Staline a été analysée à chaque pas par les bolchéviks-léninistes, et par eux seulement. Une attitude précise a été prise à chaque étape. Les lignes de conduite de l'approche marxiste révolutionnaire à la question ont été :

- voir la réalité et la voir tout entière à chaque étape ;
- ne jamais abandonner une position avant qu'elle ne soit perdue ;
- le pire des capitulateurs est celui qui capitule avant la bataille décisive.

L'Opposition de gauche internationale qui a son origine en 1923 dans une opposition dans le parti russe (le noyau d'origine de la Quatrième Internationale) a toujours pris une attitude précise sur la question russe. Dans les premières étapes de la dégénérescence dont la bureaucratie stalinienne était le porte-drapeau, l'opposition pensait qu'il était possible de rectifier les choses par des méthodes de réforme en changeant le régime dans le Parti communiste d'Union soviétique. Plus tard, lorsqu'il devint plus clair que le Parti communiste de Lénine avait été irrémédiablement détruit, et après qu'il soit devenu manifeste que la bureaucratie réactionnaire ne pouvait être éliminée que par la guerre civile, la Quatrième Internationale, maintenant comme auparavant son analyse de l'Union soviétique comme un Etat ouvrier, se prononça pour une révolution politique.

Pendant tout le temps de cette période de 16 ans, les bolchéviks-léninistes ont solidement maintenu, contre toutes les calomnies et persécutions, qu'ils étaient les défenseurs les plus fermes de l'Etat ouvrier et qu'à l'heure du danger ils seraient aux premiers rangs de sa défense. Nous avons toujours dit qu'au moment du danger les partisans de la Quatrième Internationale seront à leur poste, défendant les conquêtes de la grande révolution sans cesser un instant notre lutte contre la bureaucratie stalinienne. A présent que l'heure du danger est apportée de main, à présent que la guerre attendue depuis longtemps frappe effectivement à la porte, il serait très étrange que la Quatrième Internationale renie son engagement souvent répété.

Le « conservatisme » sur la question russe

Durant toute cette longue période de dégénérescence soviétique depuis la mort de Lénine, les partisans de la Quatrième Internationale, analysant à chaque tournant le phénomène nouveau d'un Etat ouvrier en dégénérescence, s'efforçant de comprendre ses complications et contradictions, de reconnaître et de défendre tous les éléments progressistes du processus contradictoire et d'en rejeter les éléments réactionnaires, durant toute cette longue période, nous avons été assaillis par les exigences impatientes de "radicaux" pour simplifier la question. Etant désarmés du fait des crimes et des trahisons de Staline, ils perdirent de vue le nouveau système économique que Staline n'avait pas détruit et ne pouvait pas détruire.

Nous avons toujours fermement rejeté ces annonces prématurées que tout était perdu et que nous devions tout recommencer dès le début. A chaque étape du développement, à chaque nouvelle révélation de l'infamie et de la trahison staliniennes, un groupe ou un autre rompait avec la Quatrième Internationale à cause de son "conservatisme" sur la question russe. Il serait intéressant, si nous avions le temps, de faire l'appel de ces groupes qui ont quitté nos rangs les uns après les autres pour poursuivre une politique prétendument plus "révolutionnaire" sur la question russe. Ont-ils développé une activité plus militante, plus révolutionnaire que la nôtre ? Ont-ils réussi à créer un nouveau mouvement et à attirer des travailleurs qui s'éveillaient et ceux qui rompaient avec le stalinisme ? En aucun cas.

Si nous devons faire l'appel de ces groupes ultra-radicaux, cela formerait vraiment un tableau accablant. Ceux qui ne sont pas tombés dans une passivité politique totale se sont réconciliés sous une forme ou une autre avec la démocratie bourgeoise. Les expériences passées devraient nous apprendre à tous une prudence salutaire, et même, si vous voulez, le "conservatisme" dans l'approche de toute proposition de réviser le programme de la Quatrième Internationale sur la question russe. Alors que tous les innovateurs tombaient en chemin, seule la Quatrième Internationale maintenait sa fermeté programmatique. Elle grandit et se développa, et resta le seul véritable courant révolutionnaire dans le mouvement ouvrier du monde. Sans une position ferme sur la question russe, notre mouvement aussi aurait inévitablement partagé le sort des autres.

L'immense puissance de la Révolution d'Octobre est mise en évidence par la vitalité de ses conquêtes. La propriété nationalisée et l'économie planifiée ont résisté à toutes les difficultés et pressions de l'encerclement capitaliste et à tous les coups d'une bureaucratie réactionnaire à l'intérieur. En Union soviétique, malgré la gestion désastreuse de la bureaucratie, nous avons vu un immense développement des forces productives – et cela dans un pays arriéré- alors que l'économie capitaliste déclinait. Conclusion : l'économie nationalisée et planifiée, rendue possible par une révolution qui renversa les capitalistes et les propriétaires fonciers, est infiniment supérieure, plus progressiste. Elle montre la voie en avant. Ne l'abandonnez pas avant qu'elle ne soit perdue !

Accrochez-vous y et défendez-la !

Les forces de classes

Sur la question russe, il n'y a que deux forces vraiment indépendantes au monde. Deux forces qui pensent à cette question de façon indépendante parce qu'elles se basent, qu'elles basent leurs idées, leurs analyses et leurs conclusions sur des considérations de classe fondamentales. Ces deux forces indépendantes sont :

1. L'avant-garde consciente de la bourgeoisie mondiale, les hommes d'état de l'impérialisme aussi bien démocratique que fasciste.
2. L'avant-garde consciente du prolétariat mondial.

Entre eux, il ne s'agit pas simplement de deux opinions sur la question russe, mais plutôt de deux camps. Tous ceux qui ont, par le passé, rejeté les conclusions de la Quatrième Internationale et rompu avec notre mouvement à cause de cela, sont presque invariablement tombés au service des impérialistes, à travers le stalinisme, la démocratie sociale et libérale, ou la passivité, une autre façon de se mettre à son service.

Le point de vue de la bourgeoisie mondiale est un point de vue de classe. Ils partent, comme nous, de considérations de classe fondamentales. Ils veulent maintenir le capitalisme mondial. C'est cela qui détermine leur antagonisme fondamental envers l'URSS. Ils apprécient le travail réactionnaire de Staline, mais le jugent incomplet dans la mesure où il n'a pas restauré la propriété privée capitaliste.

Cette attitude fondamentale détermina une tentative inévitable, au début ou au cours de la guerre, d'attaquer la Russie, de renverser l'économie nationalisée, de restaurer un régime capitaliste, de briser le monopole du commerce extérieur, d'ouvrir l'Union soviétique comme marché et champ d'investissements, de transformer la Russie en une grande colonie, et d'atténuer par là la crise du capitalisme mondial.

Le point de vue de la Quatrième Internationale est basé sur les mêmes considérations de classe fondamentales. Seulement, nous tirons les conclusions opposées, d'un point de vue de classe opposé.

Des motivations purement sentimentales, la spéculation sans prémisses de classe fondamentales, les soi-disant "idées fraîches" sans base programmatique – tout cela n'est pas à sa place dans un parti de marxistes. Nous voulons faire avancer la révolution mondiale du prolétariat. Cela détermine notre attitude et notre approche envers la question russe. C'est vrai, nous voulons voir la réalité, mais nous ne sommes pas des observateurs et commentateurs désintéressés. Nous n'examinons pas la Révolution russe et ce qui reste de ses grandes conquêtes comme si c'était un insecte dans un verre. Nous avons un intérêt ! Nous prenons part à la lutte ! A chaque étape du développement de l'Union soviétique, ses pas en avant et sa dégénérescence, nous cherchons la base de l'action révolutionnaire. Nous voulons faire avancer la révolution mondiale, renverser le capitalisme, établir le socialisme. L'Union soviétique est une question importante et décisive en ce sens.

Notre point de vue sur la question russe est inscrit dans notre programme. Ce n'est pas une question nouvelle pour nous. Elle est vieille de 22 ans. Nous avons suivi son évolution, les progrès comme les régressions, à chaque étape. Nous l'avons discutée et avons pris position encore à chaque étape de son développement progressif et de sa dégénérescence. Et, ce qui est le plus important, nous avons toujours agi selon nos conclusions.

Le critère décisif

L'Union soviétique a émergé de la Révolution d'Octobre comme Etat ouvrier. En résultat de l'arriération et de la pauvreté du pays et du retard de la révolution mondiale, une bureaucratie conservatrice a émergé et triomphé, détruit le parti et bureaucratise l'économie. Cependant, cette même bureaucratie opère encore sur la base de la propriété nationalisée établie par la révolution. Ceci est le critère décisif pour notre évaluation de la question.

Si nous voyons l'Union soviétique comme ce qu'elle est vraiment, une organisation ouvrière gigantesque qui a conquis un sixième de la surface de la terre, nous ne serons pas si prêts à l'abandonner à cause de notre haine pour les crimes et les abominations de la bureaucratie. Est-ce que nous tournons le dos à un syndicat parce qu'il tombe sous le contrôle de bureaucrates et de traîtres ? Les ultra-gauchistes ont souvent fait cette erreur, mais toujours avec de mauvais résultats, parfois avec des conséquences réactionnaires.

Nous rappelons le cas du International Ladies Garment Workers Union [Syndicat international des travailleurs du vêtement féminin], ici à New-York.

Les bureaucrates de ce syndicat étaient à peu près le gang le plus ignoble de lieutenants ouvriers de la classe capitaliste qu'on puisse trouver. Dans la lutte contre l'aile gauche au milieu des années 20, ils ont conspiré avec les patrons et les traîtres de l'AFL. Ils ont exclu les sections de gauche et engagé des hommes de main pour les combattre et briser leurs grèves. La différence entre eux et Staline n'était qu'une question de possibilités et de pouvoir. Poussée à la révolte contre les crimes de ces bureaucrates, l'aile gauche, sous l'influence du Parti communiste à l'époque de sa folie de la troisième période, caractérisa le syndicat, pas seulement sa bureaucratie traître, comme un "syndicat patronal".

Mais ce même "syndicat patronal", sous la pression des travailleurs de sa base et de l'intensité croissante de la lutte de classe, fut forcé d'appeler à une grève pour se défendre contre l'attaque "impérialiste" des patrons. Les travailleurs qui avaient gardé toute leur tête ont soutenu ("défendu") la grève contre les patrons. Mais les staliniens, pris au piège de leur propre théorie improvisée à la hâte, ayant déjà dénoncé le syndicat comme un syndicat patronal, ont renoncé au soutien ("défense") de la grève. Ils l'ont dénoncée comme une grève "bidon". Ainsi, leur radicalisme inconsideré les a amenés à une position réactionnaire. Ils furent dénoncés, et à juste raison, à travers tout le marché de la couture comme des briseurs de grève. Jusqu'à ce jour, ils subissent le discrédit de cette action réactionnaire.

Défendre l'Union soviétique comme une gigantesque organisation ouvrière contre les attaques de ses ennemis de classe ne signifie pas défendre toute action de sa bureaucratie, ou toute action de l'Armée rouge qui est un instrument de la bureaucratie. Il est absurde d'imputer une telle conception "totalitaire" de la défense à la Quatrième Internationale. Personne ici ne dénierait la défense d'un syndicat authentique, aussi réactionnaire que soit sa bureaucratie. Mais cela ne nous empêche pas de faire la différence entre des actions de la bureaucratie qui impliquent une défense du syndicat contre les patrons, et d'autres actions qui sont dirigées contre les travailleurs.

Le United Mine Workers of America [Syndicat des mineurs américains] est une grande organisation ouvrière que nous soutenons tous. Mais elle est dirigée par une parfaite crapule, agent de la classe dominante qui ne se différencie également de Staline que par des degrés de pouvoir et de possibilités. Dans mon expérience personnelle, il y a quelques années, j'ai participé à une grève des mineurs du Kansas qui était dirigée contre l'application d'une loi du travail réactionnaire, connue sous le nom de loi du tribunal industriel du Kansas, une loi interdisant les grèves. C'était une action absolument progressiste de la part des mineurs du Kansas et de leur président, Alex Howat. Howat et les autres responsables locaux furent jetés en prison. Pendant qu'ils étaient en prison, John L. Lewis, le président de l'organisation nationale, envoya ses agents dans les mines du Kansas pour signer un accord avec les patrons par-dessus la tête des responsables du district du Kansas. Il fournit des briseurs de grève, des nervis et de l'argent pour briser la grève, alors que les responsables légitimes du syndicat étaient en prison pour une bonne cause. Chaque travailleur militant dans le pays dénonça cette action traître de cassage de grève par Lewis. Mais avons-nous renoncé pour autant à soutenir le United Mine Workers of America ? Certes, quelques révolutionnaires impatients l'ont fait, et par là se sont complètement désorientés dans le mouvement ouvrier. Le United Mine Workers of America a gardé son caractère d'organisation ouvrière et, pas plus tard qu'au printemps dernier, il est entré en conflit avec les patrons du charbon à l'échelle nationale. Je pense que vous vous souvenez tous que dans ce combat notre presse a donné une "défense inconditionnelle" au syndicat des mineurs en dépit du fait que le briseur de grève Lewis en restait président.

Le syndicat des dockers de la côte pacifique est une organisation ouvrière véritable, dirigée par un stalinien d'un type particulièrement repoussant, une édition de poche de Staline du nom de Bridges. Ce même Bridges a conduit une escouade de dockers trompés à travers un piquet de grève du syndicat des marins dans une tentative directe de briser cette organisation. Je pense que vous vous souvenez tous que notre presse a dénoncé de façon cirglante cette action méprisante de Bridges. Mais si le syndicat des dockers, dirigé par Bridges qui est en ce moment en train de mener les négociations avec les patrons, est obligé d'avoir recours à une action de grève, quelle position prendrons-nous ? N'importe quel travailleur conscient ordinaire, sans parler d'un marxiste formé, sera au piquet de grève avec le syndicat des dockers ou le "défendra" par d'autres moyens.

Pourquoi est-il si difficile pour certains de nos camarades, y compris pour certains de ceux qui ont une très bonne formation au niveau formel, de comprendre la question russe ? J'ai bien peur que ce soit parce qu'ils n'y pensent pas en termes de lutte. Il est d'une évidence frappante que les travailleurs, en particulier les travailleurs plus expérimentés qui ont pris part aux grèves, aux syndicats, etc., comprennent la question russe bien mieux que les scolastiques plus formés. A partir de leur expérience de lutte, ils savent ce que cela signifie lorsque l'Union soviétique est comparée à un syndicat qui est tombé en de mauvaises mains. Et quiconque a participé à quelques grèves qui ont subi des crises, qui ont été conduites au bord du désastre pour finalement ressortir victorieuses, comprend ce que cela signifie quand on dit : *aucune position ne doit être abandonnée avant d'être irrémédiablement perdue.*

Personnellement, j'ai vu le sort de plus d'une grève déterminé par la volonté ou le manque de volonté de la direction de la lutte au moment critique. Tous nos succès syndicaux à Minneapolis remontent directement à une semaine décisive en 1934 où les dirigeants refusèrent d'appeler à cesser la grève qui selon toute apparence était perdue sans espoir, et persuadèrent le comité de grève de tenir bon encore un peu. Pendant ce temps, il se produisit une rupture dans les rangs des patrons ; cela à son tour ouvrait la voie à une solution de compromis et éventuellement à une avance victorieuse de tout le syndicat.

Comme c'est étrange que certains analysent la faiblesse et les défauts d'une organisation ouvrière de si près qu'ils ne prennent pas toujours en compte la faiblesse du camp ennemi qui peut faire facilement plus que contrepoids.

Dans ma propre agitation parmi les grévistes aux moments noirs d'une grève, j'ai souvent eu recours à l'analogie avec deux hommes engagés dans une lutte physique. Lorsque l'un se fatigue et est apparemment à bout de forces, il ne doit jamais oublier que l'autre type est peut-être tout aussi fatigué, ou même plus. Dans ce cas, celui qui tient bon gagnera. Vue de cette façon, une grève qui s'essouffle peut parfois être menée jusqu'à un compromis ou à une victoire par la volonté résolue de sa direction. Nous avons vu cela arriver plus d'une fois. Pourquoi dénier à l'Union soviétique, qui n'est pas encore essoufflée, les mêmes droits ?

Le danger d'une position fautive

Nous avons eu de nombreuses discussions sur la question russe par le passé. Cela a été la question centrale et décisive pour nous, comme pour toute tendance politique du mouvement ouvrier. Cela, je le répète, parce que ce n'est rien moins que la question de la révolution à des étapes diverses de son développement progressiste et de sa dégénérescence. Nous sommes, en fait, le parti de la Révolution russe. Nous avons été les gens, et les seuls, qui ont eu la Révolution russe dans leur programme et dans leur sang. C'est aussi la principale raison pour laquelle la Quatrième Internationale est la seule tendance révolutionnaire dans le monde entier. Une position fautive sur la question russe aurait détruit notre mouvement comme cela a détruit tous les autres.

Il y a deux ans, nous avons mené encore une fois une discussion approfondie sur la question russe. La conclusion presque unanime du parti fut inscrite dans le programme de notre premier congrès :

1. L'Union soviétique, sur la base de sa propriété nationalisée et de son économie planifiée, fruit de la révolution, reste un Etat ouvrier, bien que sous une forme dégénérée.
2. De ce point de vue, nous sommes, comme avant, pour la défense inconditionnelle de l'Union soviétique contre les attaques impérialistes.
3. La meilleure défense – la seule chose qui peut finalement sauver l'Union soviétique, en résolvant ses contradictions – est la révolution internationale du prolétariat.
4. Pour régénérer l'Etat ouvrier, nous sommes pour le renversement de la bureaucratie par une révolution politique.

Mais on pourra dire, "défense de l'Union soviétique, et la Russie est un Etat ouvrier ; ces deux phrases ne répondent pas à tout". Ce ne sont pas simplement des phrases. L'une est une analyse théorique ; l'autre est une conclusion politique pour l'action.

La signification de la défense inconditionnelle

Notre motion appelle à la défense inconditionnelle de l'Union soviétique contre l'attaque impérialiste. Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie simplement que nous défendons l'Union soviétique et sa propriété nationalisée contre les attaques extérieures des armées impérialistes et contre les tentatives internes de restauration du capitalisme, sans poser comme précondition le renversement de la bureaucratie stalinienne. N'importe quelle autre sorte de défense nie toute la position dans les circonstances actuelles. Certaines personnes parlent de nos jours de donner une défense "conditionnelle" à l'Union soviétique. Si vous prenez le temps d'y penser, nous sommes pour la défense conditionnelle des Etats-Unis. C'est dit dans le programme de la Quatrième Internationale. Dans le cas d'une guerre, nous défendrons absolument ce pays, à une seule petite "condition", c'est que nous ayons renversé d'abord le gouvernement capitaliste et que nous l'ayons remplacé par un gouvernement des travailleurs.

Est-ce que la défense inconditionnelle de l'Union soviétique signifie soutenir chaque action de l'Armée rouge ? Non, c'est absurde. Avons-nous soutenu les procès de Moscou et les actes du Guépéou de Staline dans ces procès ? Avons-nous soutenu, en Espagne, les purges, les meurtres en masse par les forces dirigées contre les travailleurs ? Si je me souviens bien, nous défendions inconditionnellement les travailleurs qui se battaient de l'autre côté des barricades à Barcelone. Cela ne nous a pas empêché, de soutenir la lutte armée contre Franco et de maintenir notre position de défense de l'Union soviétique contre une attaque impérialiste.

On nous demande à présent de faire un grand pas en avant et de soutenir l'idée d'une lutte armée contre Staline dans les territoires nouvellement occupés de l'ancienne Pologne. Cela est-il réellement nouveau ? Pendant trois ans, la Quatrième Internationale s'est prononcée dans son programme pour le renversement armé de Staline à l'intérieur de l'Union soviétique elle-même. La Quatrième Internationale a en général reconnu la nécessité de la lutte armée pour établir une Ukraine soviétique indépendante. Comment peut-il être question d'avoir une politique différente dans les territoires nouvellement occupés ? Si la révolution contre Staline est réellement prête là-bas, la Quatrième Internationale la soutiendra certainement et s'efforcera de la diriger. Il n'y a pas deux opinions possibles dans nos rangs sur cette question. Mais que ferons-nous si Hitler (ou Chamberlain) attaque l'Ukraine soviétique avant que Staline ait été renversé ? C'est là la question qui nécessite une réponse sans ambiguïté. Défendrons-nous l'Union soviétique, et avec elle à présent, et pour les mêmes raisons, la propriété nationalisée des territoires nouvellement annexés ? Nous disons : oui.

Cette position a été incorporée au programme du congrès de fondation de la Quatrième Internationale qui s'est tenu en été 1938. Souvenez-vous, c'était après les procès de Moscou et l'écrasement de la révolution espagnole. C'était après la purge meurtrière de toute une génération de bolcheviks, après le front populaire, l'entrée dans la Société des Nations, le pacte Staline-Laval (et les travailleurs français trahis). Nous avons pris position sur la base des structures économiques du pays, fruits de la révolution. Les acquis importants ne doivent pas être abandonnés avant d'être réellement perdus. C'est le programme de combat de la Quatrième Internationale.

Le pacte Staline-Hitler

Le pacte Staline-Hitler ne change rien fondamentalement. Si Staline s'était allié aux Etats-Unis et si des camarades refusaient la défense de l'Union soviétique par peur d'être impliqués dans la défense de l'allié américain de Staline, ces camarades auraient tort, mais leur position serait compréhensible comme une réaction subjective provoquée par des sentiments révolutionnaires. Le "défaitisme" qui éclata dans notre section française à la suite du pacte Staline-Laval était indubitablement motivé ainsi, et dut en conséquence être réfuté avec un maximum de tolérance et de patience. Mais une épidémie de "défaitisme" dans le camp démocratique serait tout simplement honteuse. Il n'y a pas de pression sur nous en Amérique pour défendre l'Union soviétique. Toutes les pressions sont pour une guerre sainte démocratique contre l'Union soviétique. Gardons cela à l'esprit. Le principal ennemi est encore dans notre pays.

Qu'est-il arrivé depuis notre dernière discussion ? Y a-t-il eu un changement fondamental dans l'économie soviétique ? Non, rien de tel n'est affirmé. Rien ne s'est passé sauf que Staline a signé le pacte avec Hitler ! Pour nous, cela n'a donné absolument aucune raison de changer notre analyse de l'économie soviétique et notre attitude envers elle. Le but de tout notre travail théorique antérieur, concentré dans notre programme, était précisément de nous préparer à la guerre et à la révolution. Maintenant nous avons la guerre, et c'est au tour de la révolution. Si nous devons nous arrêter maintenant pour trouver un nouveau programme, c'est un très mauvais signe.

Réfléchissez juste : voilà des gens qui ont pu être témoins de tous les crimes et trahisons de Staline, que nous avons compris mieux que quiconque et dénoncés avant tout autre, et plus efficacement ; ils ont pu être témoins de tout cela et être encore pour la défense de l'Union soviétique. Mais ils n'ont pas pu tolérer l'alliance avec l'Allemagne fasciste au lieu d'avec la France ou l'Angleterre impérialistes !

L'invasion de la Pologne

Bien sûr, il y a eu un grand tohu-bohu à propos de l'invasion soviétique de l'Ukraine polonaise. Mais c'était simplement une des conséquences de la guerre et de l'alliance avec l'Allemagne d'Hitler. La prétention que nous devrions changer notre analyse du caractère social de l'Etat soviétique et notre attitude vis-à-vis de sa défense parce que l'Armée rouge a violé les frontières polonaises est même plus absurde que de baser un tel changement sur le pacte avec Hitler. L'invasion polonaise n'est qu'un incident dans une guerre, et dans les guerres les frontières sont toujours violées. (Si toutes les armées restaient chez elles, il ne pourrait pas y avoir de guerre.) L'inviolabilité des frontières – qui furent toutes établies par la guerre – est intéressante pour les pacifistes démocratiques et pour personne d'autre.

Entendant tous ces cris démocratiques, nous avons dû nous demander souvent : ne savent-ils pas que l'Ukraine occidentale et la Russie blanche n'ont jamais appartenu de droit à la Pologne ? Ne savent-ils pas que ce territoire a été pris de force à l'Union soviétique par Pilsudsky avec l'aide de la France en 1920 ?

Bien sûr, cela ne justifie pas l'invasion du territoire par Staline en collaboration avec Hitler. Nous n'avons jamais soutenu cela, et nous n'avons jamais soutenu la prétention frauduleuse comme quoi Staline apportait la "libération" aux peuples d'Ukraine polonaise. En même temps, nous n'avons pas proposé de céder d'un pouce à l'excitation "démocratique" contre l'Union soviétique sur la base des événements polonais. Les bellicistes démocratiques poussaient de hauts cris dans toute la ville. Nous ne devons pas être impressionnés outre mesure par ces cris démocratiques. Votre comité national n'était pas impressionné le moins du monde.

Pour pénétrer un peu plus au fond dans la question et aller jusqu'à ses racines, laissez-nous donner un autre exemple hypothétique. Pas un exemple fantastique, mais très logique. Supposez que Staline ait fait un pacte avec les démocraties impérialistes contre Hitler alors que la Roumanie se serait alliée avec Hitler. Supposez, comme cela serait très probablement arrivé dans ce cas, que l'Armée rouge ait attaqué la Roumanie, l'alliée d'Hitler, au lieu de la Pologne, l'alliée des démocraties, et ait pris la Bessarabie qui avait également un jour appartenu à la Russie. Dans ce cas, est-ce que les bellicistes démocratiques auraient crié à l'"impérialisme rouge" ? Jamais de la vie !

Je suis très content que notre parti ait maintenu son indépendance vis-à-vis de la pression démocratique bourgeoise à propos de l'invasion de la Pologne. La question nous a été posée de façon très excitée, de but en blanc, comme un pistolet sur la tempe : "Etes-vous pour ou contre l'invasion de la Pologne ? " Mais les marxistes révolutionnaires ne répondent pas d'une façon "oui" ou "non" qui peut les amalgamer avec d'autres gens qui poursuivent des buts opposés. Etre pour ou contre quelque chose n'est pas suffisant dans la lutte de classe. Il est nécessaire d'expliquer à partir de quel point de vue on est pour ou contre. " Etes-vous pour ou contre les gangsters qui rackettent dans les syndicats ? " ; demandent quelquefois les philistins. Nous ne nous mettons pas au garde-à-vous, comme un soldat qui a rencontré un officier dans la rue, et répondons : "contre" ! Nous demandons d'abord : qui pose cette question et de quel point de vue ? Et quel poids cette question a-t-elle par rapport à d'autres questions ? Nous avons notre propre point de vue, et nous prenons garde à ce que nos réponses ne soient pas mélangées avec celles des ennemis de classe et des pacifistes confus.

Certaines personnes – particulièrement les patrons concernés – sont contre les gangsters qui rackettent dans les syndicats parce qu'ils extorquent des pots-de-vin aux patrons. Ce côté de la question ne nous intéresse pas beaucoup. Certains – en particulier les prêcheurs pacifistes – sont contre les gangsters parce qu'ils commettent des violences. Mais nous ne sommes pas contre la violence à tout moment et dans toutes les circonstances. Quant à nous, prenant notre temps et formulant précisément notre point de vue, nous disons : nous sommes contre le gangstérisme dans les syndicats parce qu'il nuit au syndicat dans sa lutte contre les patrons. Voilà notre raison. Elle découle de notre point de vue de classe particulier sur la question syndicale.

De même pour la Pologne : nous ne soutenons pas la ligne de Staline en général. Son crime n'est pas un incident ici ou là mais l'ensemble de sa politique. Il démoralise le mouvement ouvrier et discrédite l'Union soviétique. Voilà contre quoi nous sommes. Il trahit la révolution par toute sa ligne. Chaque incident, pour nous, s'inscrit dans ce cadre : il est considéré à partir de ce point de vue et pris dans ses justes proportions.

L'invasion de la Finlande

Ceux qui prennent l'invasion de la Pologne – un incident dans une longue chaîne d'événements – comme base pour un changement fondamental de notre programme, montrent un manque de sens des proportions. C'est la chose la plus gentille qu'on puisse dire d'eux. Ils sont destinés à s'agiter en permanence tout au long de la guerre. Ils ont déjà quatre tours de retard : il y a aussi la Lettonie, l'Estonie, la Lituanie, et maintenant la Finlande.

Nous pouvons nous attendre à nouveau à ce qu'on nous demande à grands cris de dire, de but en blanc, et en un mot, si nous sommes "pour" ou "contre" la pression exercée sur la pauvre petite Finlande démocratique-bourgeoise. Notre réponse – attendez une minute. Ne vous emballez pas. Il ne manque pas de protestations pour le compte du porc bourgeois qui dirige la Finlande. Le New Leader a protesté. Charles Yale Harrison a écrit un article larmoyant à ce sujet. Le renégat Lore a pleuré là-dessus dans le

New York Post. Le président des Etats-Unis a protesté. La Finlande ne manque pas de soutien moral. La Finlande bourgeoise peut donc attendre une minute que nous expliquions notre attitude sans nous inquiéter de l'ultimatum "pour" ou "contre".

J'ai un profond sentiment personnel par rapport à la Finlande, et cela n'est en aucune façon limité à la dispute actuelle entre Staline et le premier ministre finnois. Lorsque je pense à la Finlande, je pense aux milliers de martyrs morts, de héros prolétariens qui ont péri sous la terreur blanche de Mannerheim. Si je pouvais, je les rappellerais hors de leurs tombes. Faute de cela, j'organiserais une armée prolétarienne de travailleurs finnois pour les venger et jeter leurs assassins dans la mer Baltique. J'envverrais l'Armée rouge de l'Union soviétique régénérée pour les aider au moment décisif.

Nous ne soutenons pas l'invasion de Staline, simplement parce qu'il ne vient pas dans un but révolutionnaire. Il ne vient pas à l'appel des travailleurs finnois dont il a perdu la confiance. C'est la seule raison pour laquelle nous sommes contre. Les "frontières" n'ont rien à voir là-dedans. La "défense" dans une guerre signifie aussi l'attaque. Croyez-vous que nous respecterons les frontières quand nous ferons notre révolution ? Si une armée ennemie débarque des troupes au Québec, par exemple, pensez-vous que nous attendrons placidement leur attaque à la frontière canadienne ? Non, si nous sommes d'authentiques révolutionnaires et pas des pacifistes confus, nous franchirons la frontière pour les rencontrer au débarquement. Et si notre défense exige la prise du Québec, nous le prendrons, comme l'Armée rouge de Lénine a pris la Géorgie et essayé de prendre Varsovie.

Anticipé par le programme de la Quatrième Internationale

Certains peuvent penser que la guerre et l'alliance avec Hitler changent tout ce que nous avons considéré auparavant : que cela demande, pour le moins, une reconsidération de toute la question de l'Union soviétique, sinon un changement complet de notre programme. A cela nous pouvons répondre :

La guerre a été envisagée par notre programme ; les thèses fondamentales sur "La guerre et la Quatrième Internationale" adoptées en 1934 disent :

"Chaque grande guerre, quels que soient les mouvements initiaux, doit poser la question d'une intervention militaire contre l'URSS, pour faire une transfusion de sang frais dans les veines sclérosées du capitalisme (...).

"La défense de l'Union soviétique contre les coups des ennemis capitalistes, quelles que soient les circonstances et les causes immédiates du conflit, est le devoir élémentaire et impératif de toute organisation ouvrière honnête."

Les alliances ont été prévues. Les thèses disent :

"Dans la situation actuelle, une alliance de l'URSS avec un Etat impérialiste, ou avec une combinaison impérialiste contre une autre, en cas de guerre, ne peut absolument pas être considérée comme exclue. Sous la pression des circonstances, une alliance temporaire de ce type peut devenir une nécessité de fer, sans cependant cesser pour autant d'être du plus grand danger à la fois pour l'URSS et pour la révolution mondiale."

"Le prolétariat international ne refusera pas de défendre l'URSS, même si cette dernière se trouvait forcée à une alliance militaire avec certains impérialistes contre d'autres. Mais dans ce cas, même plus que dans tout autre, le prolétariat international doit sauvegarder sa complète indépendance vis-à-vis de la diplomatie soviétique et aussi de la bureaucratie de la Troisième Internationale."

Une position de défense a été prise à la lumière de cette perspective.

Un mot d'ordre de défense acquiert une signification concrète précisément en cas de guerre. Drôle de moment pour le laisser tomber ! Cela signifierait nier toute notre préparation théorique pour la guerre. Cela signifierait tout recommencer. Sur quelles bases fondamentales ? Personne ne le sait.

Il y a beaucoup de discours sur l' "indépendance" sur la question russe. C'est bien ! Un révolutionnaire qui n'est pas indépendant ne vaut pas le pain qu'il mange. Mais il est nécessaire de spécifier "indépendant de qui ? ". Ce dont a besoin notre parti à chaque tournant est l'indépendance de classe, l'indépendance vis-à-vis des staliniens, et avant tout, l'indépendance par rapport à la bourgeoisie. Notre programme assure une telle indépendance en toutes circonstances. Il ne sera pas changé !